

M. McKinnon: Le gouvernement a-t-il proposé un emplacement autre que Cherry Point, par exemple, la baie de Neah ou le port de Grays?

M. Sharp: Monsieur l'Orateur, il y a un certain nombre d'autres emplacements qui pourraient être envisagés.

* * *

L'IMPÔT SUR LE REVENU

LE RAPPORT CONCERNANT LES MESURES RELATIVES À
L'IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS—DEMANDE DE RENVOI AU
COMITÉ PERMANENT

M. Don Blenkarn (Mississauga): Monsieur l'Orateur, ma question fait suite à celles posées au ministre des Finances par le député de York-Sud. Le ministre pourrait-il ordonner que le rapport concernant la réussite des mesures relatives à l'impôt sur les sociétés soit étudié par le comité permanent des finances, du commerce et des questions économiques, de sorte que les preuves qu'il compte fournir à propos des sociétés visées par ce rapport puissent être étudiées par le comité, afin qu'il établisse si ce rapport a effectivement donné une bonne appréciation de la situation?

L'hon. John N. Turner (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, le comité permanent peut, bien entendu, toujours demander à entendre les fonctionnaires qui ont établi ce rapport. Je serai moi-même très bientôt appelé à comparaître pour défendre mes prévisions budgétaires. Le député, qui siège à ce comité, aura alors le loisir de poser toutes les questions qu'il désire.

M. l'Orateur: A l'ordre. Je donne la parole au député pour une autre question supplémentaire, mais les députés voudront bien ne pas perdre de vue que nous n'en sommes encore qu'à la première ou à la deuxième question, à cause de toutes ces questions supplémentaires. Peut-être devrions-nous essayer de procéder un peu plus vite. Entre-temps, je donne la parole au député de Mississauga.

M. Blenkarn: Monsieur l'Orateur, le ministre n'ignore certes pas que les comités permanents de la Chambre ne peuvent étudier tel ou tel sujet sans avoir reçu du ministre intéressé des directives à cet effet. Le ministre pourrait-il cependant permettre au comité d'examiner ce rapport pour qu'il puisse déterminer si les constatations qui y sont faites, de même que les projets de modifications fiscales, sont effectivement pour le bien de l'économie et ne relèvent pas plutôt d'une bouffonnerie politique sur laquelle lui et le chef du NPD se seraient entendus?

M. l'Orateur: A l'ordre, je vous prie.

* * *

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LA NOTE AUX ÉTATS-UNIS RELATIVE AUX DIVERS
ITINÉRAIRES POUR LA LIGNE DE PÉTROLIERS
ALASKA-CHERRY POINT—L'ATTITUDE DE LA
COLOMBIE-BRITANNIQUE

M. T. C. Douglas (Nanaimo-Cowichan-Les Îles): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question supplémentaire au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Étant donné qu'il a déclaré il y a un instant que la note envoyée au département d'État américain contenait une proposition en vue d'établir un point de livraison au large de

Questions orales

Cherry Point et de le relier aux raffineries par un pipeline souterrain, peut-il nous dire si le gouvernement de la Colombie-Britannique a été consulté avant de proposer ces diverses possibilités au gouvernement des États-Unis?

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Oui, monsieur l'Orateur, nous avons consulté le gouvernement de la Colombie-Britannique, mais il n'a pas voulu se joindre à nous en ce qui concerne cette note.

* * *

LES FINANCES

LA DATE DE PRÉSENTATION DE L'EXPOSÉ BUDGÉTAIRE

M. James Gillies (Don Valley): Monsieur l'Orateur, j'ai une question pour le ministre des Finances. Le 27 mars, le ministre a répondu au chef de l'opposition officielle qu'une fois la question de l'énergie réglée, il présenterait son budget à la Chambre. Peut-il nous dire aujourd'hui, compte tenu des problèmes qui se posent au pays et de la nécessité d'examiner la situation économique, quand nous pouvons attendre son exposé budgétaire?

L'hon. John N. Turner (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, j'avais dit à ce moment-là qu'il n'était pas possible de préparer un budget tant que nous n'aurions pas analysé les allocations et les charges dans tout le pays, sur le plan fiscal et monétaire. J'ai également déclaré, en réponse à une intervention du député de Crowfoot, que le budget ne serait pas présenté avant Pâques. Je ferai une déclaration après la rentrée du congé de Pâques.

M. Gillies: Pouvons-nous raisonnablement espérer que le budget sera présenté avant la fin avril?

M. Turner (Ottawa-Carleton): Monsieur l'Orateur, le député peut espérer ce qu'il voudra, mais je ferai une déclaration en temps utile.

* * *

LES CÉRÉALES

BLÉ ET ORGE—LA DATE D'ÉMISSION DES CHÈQUES DE
PAIEMENTS DE PÉRÉQUATION

Le très hon. J. G. Diefenbaker (Prince-Albert): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de la Justice qui est également responsable de la Commission canadienne du blé. Les agriculteurs de toutes la région des Prairies n'ont actuellement pas de fonds suffisants, à moins de contracter des emprunts à 10 ou 12 p. 100 d'intérêt, pour subvenir à l'avance aux dépenses encourues pour les semences, c'est-à-dire l'achat d'engrais et de semences enregistrées. Ils se demandent quant ils peuvent espérer recevoir un versement provisoire pour le blé et l'orge qu'ils livrent à la Commission.